

Les libéraux impatients de former des majorités

CRISE La nervosité monte au MR, dans l'attente d'un accord sur la gouvernance

- ▶ Ce mardi, le CDH, le MR et Ecolo se revoient pour tenter de conclure un accord sur la gouvernance.
- ▶ L'impatience monte chez les libéraux, qui demandent au CDH de ne pas se laisser dicter l'agenda par Ecolo.
- ▶ Quitte à former rapidement une majorité en Wallonie ? C'est l'une des quatre questions qui restent ouvertes, trois semaines après le déclenchement de la crise.

OÙ EN EST-ON ?

1

Un accord sur la gouvernance est-il proche ?

Une cinquantaine de points ont été abordés jeudi dernier par le MR, Ecolo et le CDH, sans qu'il y ait de réel accord hormis sur trois d'entre eux. Une trentaine de points supplémentaires seront analysés ce mardi. Il faudrait un miracle pour que le trio chante d'une même voix au terme de cette nouvelle entrevue. Le hic, c'est qu'Ecolo n'est pas coincé par ces négociations. En cas de blocage avec le MR et/ou le CDH sur certains points, il peut se tourner vers Défi et le PS. De plus, le président des amaranthes joue pour l'instant le jeu de la chaise vide. Une arrivée d'Olivier Maingain à la table des négociations n'impliquerait pas un retour à la case départ mais compliquerait néanmoins un peu plus la donne. Un accord pour le 21 juillet sur la gouvernance, comme le souhaitait Ecolo, n'est pas encore compromis. Mais les chances diminuent.

2

MR et CDH vont-ils former un gouvernement ?

Ecolo veut d'abord négocier le chapitre de la gouvernance et le dissocier d'éventuelles tractations sur la formation des majorités en Wallonie, à Bruxelles et à la Fédération. De son côté, le MR fait du socio-économique un point majeur. Et il s'impatiente de plus en plus face à ce qu'il considère comme des tergiversations de la part d'Ecolo et, surtout, de Défi. En outre, les Réformateurs estiment que certains points du volet « gouvernance » ont des implications au niveau socio-économique. Ainsi une fusion des TEC wallons avec réduction du nombre d'administrateurs n'est pas sans conséquence sur la négociation d'une future majorité sudiste et sur la politique que celle-ci pourrait mener en matière de mobilité. Dimanche, l'impatience montait chez les libéraux. L'idée : sans accord mardi, il faudra commencer à former la majorité wallonne avec le seul CDH. Mais pour négocier, il faut être au moins deux, et il n'est pas acquis que Benoît Lutgen sera prêt si vite à passer à l'étape suivante. Il serait plutôt enclin à conclure un accord approfondi sur la gouvernance, puis demander un « oui » ou « non » franc et massif à Ecolo sur la question de son entrée dans une majorité à Namur, Bruxelles et en Fédération. Il privilégie toujours un accord le plus large possible, quitte à se donner encore un peu de temps. Mardi soir, on y verra plus clair quant aux négociations portant sur la gouvernance.

3

Des majorités asymétriques sont-elles envisageables ?

Au fil des jours, cette hypothèse gagne en consistance. Une coalition MR-CDH n'est possible qu'à Namur. A la Fédération Wallonie-Bruxelles, le tandem bleu-orange a besoin d'un troisième larron : Ecolo ou Défi. Ce n'est pas un problème en soi : entre 1981 et 1985, le cas de figure s'était posé en sens inverse ; PS et PRL, alliés à la Communauté française, avaient embarqué le PSC au sein du Conseil régional wallon. L'approche de la rentrée scolaire pourrait d'ailleurs décanter les positions à un niveau de pouvoir où l'enseignement occupe une large part du budget. Il resterait alors Bruxelles. Et là, c'est plus compliqué. D'abord, le gouvernement semble continuer à fonctionner normalement, avec le CDH. Ensuite, il sera ardu pour le MR bruxellois, au profil plus droitier que son pendant wallon, de convaincre et Défi, et Ecolo de monter dans une coalition avec lui. Il faudra pour cela des gestes forts en matière de gouvernance. Et pour l'heure, c'est surtout le PS bruxellois qui les pose. On pourrait donc avoir, demain, une majorité bruxelloise totalement différente de celle en place en Wallonie. Et ça, ce serait une première.

4

Le PS peut-il revenir dans le jeu ?

A Bruxelles, c'est d'autant plus plausible que le PS est toujours à la barre du gouvernement bruxellois. Et les gestes posés en matière de gouvernance, depuis l'exclusion de Pascale Perafita et la démission d'Yvan Mayeur, sont plutôt de nature à amadouer Ecolo et Défi. Ailleurs, c'est par contre moins évident. Zakia Khattabi, pourtant encline à parler gouvernance avec les socialistes, a elle-même déclaré que les envoyer dans l'opposition serait « *une mesure de salubrité publique* ». Pourtant, si la Wallonie et/ou la Fédération Wallonie-Bruxelles devai(en)t rester trop longtemps sans gouvernement, l'aile laïque du MR pourrait être tentée de troquer (pour mieux le croquer) le CDH contre le PS, avec lequel il serait plus aisé, d'un point de vue arithmétique, de former des majorités. Ce scénario reste toutefois fort improbable à ce stade. Après tout, qu'est-ce, trois semaines, pour ceux qui rêvent de mettre fin à près de trente ans d'hégémonie socialiste à Namur ?

PASCAL LORENT (AVEC B.DY)

PS Comment « Groupons-nous et demain » veut transformer le parti

REPORTAGE

Dimanche, 9 h. Il flotte comme un parfum de vacances dans les rues de la capitale, désertées par ses habitants et ses navetteurs. Pourtant, sur le campus du Solbosch de l'ULB, les discussions vont bon train pour le premier rassemblement participatif de « Groupons-nous et demain », ce mouvement de militants socialistes (plus de 700 adhérents) qui revendique un « *PS plus rouge, plus vert, plus horizontal* ».

L'ordre du jour est ambitieux : « *Construire ensemble le projet socialiste du XXI^e siècle*. » Tout cela avec une méthode participative « *alternative à celle de notre parti pyramidal* ». Et en refusant « *la pression du temps, la pression médiatique et celle de pouvoir* ». Tout un programme.

On est loin du cliché du « bobo bruxellois » qui avait été utilisé par le ministre-président Rudi Vervoort à propos de ce mouvement. Certes, on croise quelques figures connues de la capitale, comme Grégor Chapelle (directeur d'Actiris) ou le député Julien Uyttendaele. Pour le reste, sur la centaine de personnes présentes, il y a de nombreux militants « anonymes » et pas mal de Wallons (désormais plus nombreux que les Bruxel-

lois). Certains ont parfois fait un long chemin pour venir s'exprimer, comme Christophe, 42 ans, de Saive, et Pol, 63 ans, de Blégnay. Avec la Bruxelloise Myriam, ils refont le monde, libérés du carcan du parti, « *qui ne tient pas assez compte de l'avis du militant de base* »,

selon Christophe.

Ils regrettent le fonctionnement participatif, à cause duquel les partis veulent « *surtout faire des voix et prendre des sous* ». Pol se dit « *dégoûté* » et résume : « *Aujourd'hui, on veut le pouvoir à n'importe quel prix. On oublie la base. Je dis l'inverse : le pouvoir, oui, mais pas à n'importe quel prix.* » Tant pis donc, s'il faut aller dans l'opposition. Il y a, selon l'avis général, urgence : celle de se réinventer. « *On est en train de tout perdre...* », s'inquiète Pol.

« Colère constructive »

Toute la matinée, les participants ont « *brainstormé* », en plénière ou en sous-groupes. Au moment de la pause de midi, les militants sont ressortis avec des étiquettes selon leur groupe, un classement avec des fruits... rouges, bien sûr. Valérie, qui a animé le groupe « *Fraise* », semble ravie de l'exercice. « *Il y a beaucoup de personnes avec des convictions*

profondes, qui ne supportent pas qu'on jette leurs idéaux sur la place publique, qu'on bafoue les projets de société. Il y a une forme de colère qu'on veut rendre constructive. »

Elle met le doigt sur un des sujets phares des discussions : la réorganisation du parti. « *Il faut redonner la juste*

place aux militants. Ce matin, c'était un bel exercice de démocratie : tout le monde a pris la parole de la même manière. » Il est beaucoup question, ce dimanche, d'inverser la pyramide de la prise de dé-

cision. « *Il faut un renouveau et il ne faut pas attendre que cela vienne du haut*, avance Serge Dumortier, venu tout droit de Nassogne. *Les militants doivent se réveiller.* » Les deux porte-parole temporaires du mouvement, Mohamed Ghali et Marina Libertiaux, confirment : « *Il y*

a un problème de structure. Avec les affaires, on a vu que les instances de contrôle étaient déficientes. Elles doivent intervenir en amont. »

L'autre grand chantier, c'est le travail sur le fond. L'après-midi, les militants ont travaillé en ateliers sur le triptyque « *plus rouge, plus vert, plus horizontal* ». Les nouveaux militants (car il y en a) et les « anciens » réclament un retour aux fondamentaux. Ainsi qu'une entrée dans le XXI^e siècle dans plusieurs domaines, dont l'écologie. François, Julien et Tatiana, qui se sont tous les trois affiliés au PS récemment, sont sur la même longueur d'ondes : convaincus par l'idéal socialiste, ils rejoignent le PS mais réclament sa mutation. Pas son explosion.

Les « Groupons-nous », qui se définissent comme « *un mouvement bienveillant* », ont l'intention de se revoir à la rentrée, pour arriver avec une série de propositions au Congrès du 24 septembre, qui sera consacré au « *chantier des idées* » lancé par le président Elio Di Rupo il y a deux ans. « *Il n'y aura pas de demi-mesure* », résume Mohamed. Car s'ils ne se définissent pas comme des frondeurs, les militants sont bel et bien des indignés, avides de changement. ■

ANN-CHARLOTTE BERSIPONT